

LE PHÉNOMÈNE *ANTIDEUTSCH* : UNE SINGULARITÉ DE LA GAUCHE RADICALE ALLEMANDE

*Anne Joly est l'auteur
d'une thèse de doctorat sur
la reconfiguration des gauches
radicales allemandes après
la Réunification.

De jeunes Allemands d'extrême-gauche qui scandent dans les manifestations des appels à bombarder l'Allemagne, qui prônent dans des revues exigeantes la dissolution de l'État allemand au nom de la lutte contre l'antisémitisme, considéré comme le fléau majeur de notre temps – le mouvement *antideutsch* est sans conteste une curiosité. ANNE JOLY* trace ici le portrait de ce mouvement aux visages multiples et le resitue dans son contexte intellectuel et politique.

Véritable curiosité de la scène de gauche radicale allemande, le phénomène *antideutsch*, ou antiallemand, s'est fait connaître de l'espace public allemand au cours des années 2000, par le soutien inconditionnel de ceux et celles qui s'en réclament à la politique de défense de l'État d'Israël, soutien s'accompagnant parfois d'une islamophobie déclarée. Depuis la seconde Intifada en particulier, les militants de la gauche radicale *antideutsch* imposent volontiers leur turbulente présence dans les manifestations antifascistes organisées par d'autres groupes de la gauche radicale, en brandissant des drapeaux israéliens et américains et en fustigeant l'«islamo-fascisme». «*Bomber Harris, do it again!*» claironnent-ils. Cette invocation au fantôme du commandant Arthur Travers Harris de la Royal Air Force qui avait ordonné les bombardements aériens des villes allemandes, dont Dresde en 1945, est devenue l'une de leurs morbides rengaines. Comme si la survie de l'État d'Israël, État des survivants de l'holocauste, dépendait *in fine* de l'éradication de la nation allemande. C'est dans la dénonciation d'un antisémitisme – quels que soient ses avatars, européen ou arabe, primaire ou secondaire – présenté comme le danger imminent menaçant non seulement l'Europe et le monde arabe mais aussi tous les discours d'émancipation et en particulier ceux de la gauche radicale elle-même, que ces différentes formules se rejoignent. La hantise de l'antisémitisme se mesure à l'aversion qu'inspire aux militants *antideutsch* la nation allemande. Devenue pour eux synonyme d'holocauste, elle pénètre tous les aspects de leur pensée et de leur action politiques : de l'action «*antifa*» à la critique du capitalisme – tout comme leur critique de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme.

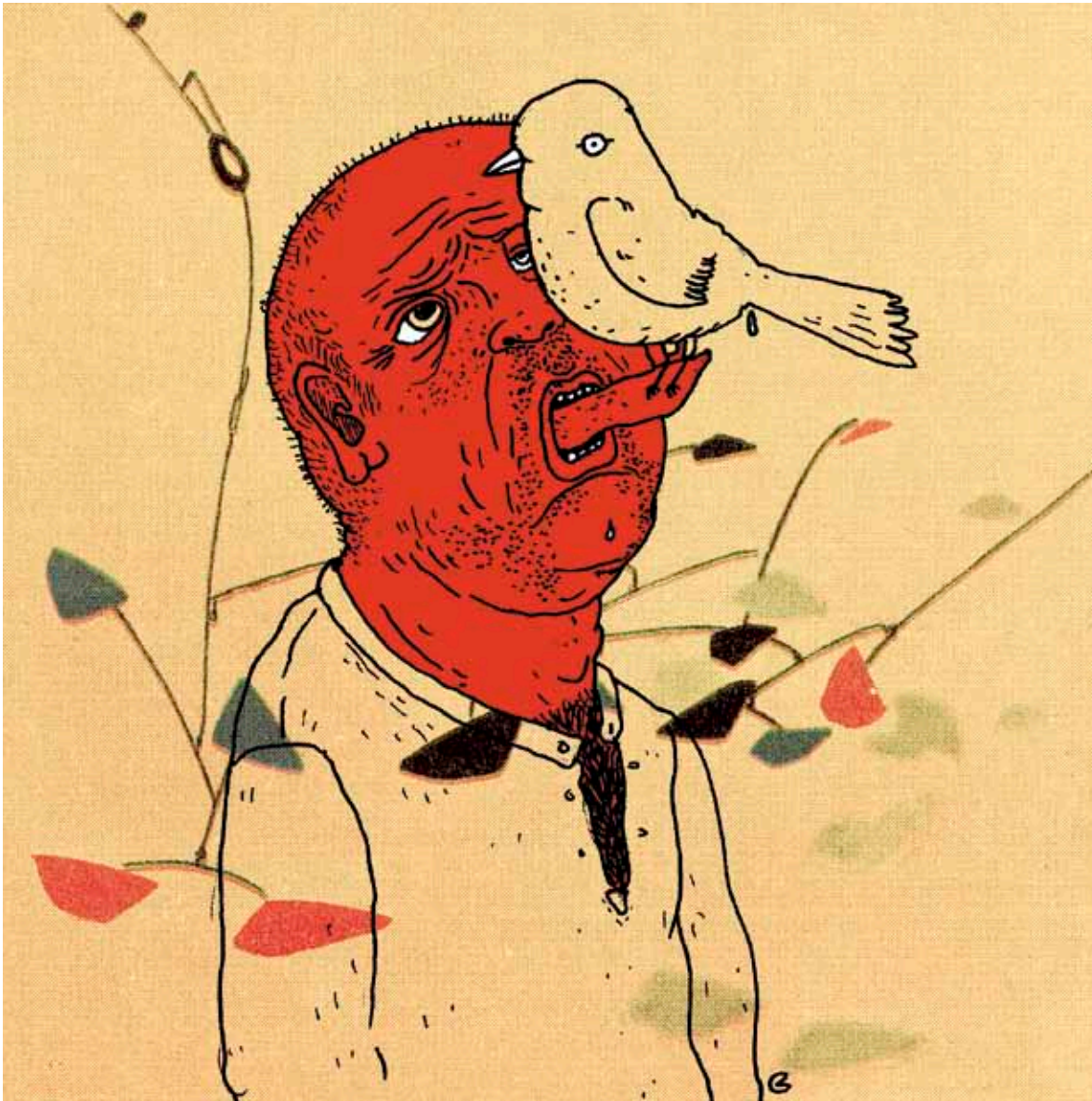
Quelques milliers d'acteurs de la gauche radicale se disent *antideutsch* – et communistes. Il s'agit souvent de jeunes militants, âgés de 15 à 35 ans, fréquentant le lycée ou l'université, et issus de la classe moyenne. Ils sont actifs au sein de différents groupuscules locaux de la gauche antifasciste ou autonome. Ces jeunes militants se

réfèrent volontiers à certains foyers de production de la pensée *antideutsch*, singulièrement prolifiques. On lui compte une demi-douzaine de publications, fondées par des représentants de diverses mouvances de la gauche radicale, anciens maoïstes ou autonomes notamment. L'ancien fleuron de la Nouvelle Gauche ouest-allemande, le magazine hambourgeois *Konkret*, dont Ulrike Meinhof fut rédactrice en chef avant de rejoindre la Fraction Armée Rouge, fut l'un de ces foyers *antideutsch* jusqu'au début des années 2000. La maison d'édition Ça ira Verlag fondée en 1985 par l'*Initiative Sozialistisches Forum* à Fribourg, en est le plus théorique. S'inscrivant dans la tradition de la Théorie Critique, elle s'est spécialisée dans l'édition d'ouvrages de réinterprétation du marxisme.

Ces différents supports de publication *antideutsch* rendent déjà bien compte de l'aspect protéiforme du phénomène, brassant les principaux héritages de la Nouvelle Gauche. Or il s'agit d'une nébuleuse plus vaste encore, qui va au-delà de ceux qui s'en réclament directement d'une part et des fâcheuses extravagances qui ont assuré sa publicité d'autre part, dont la dimension uniquement provocatrice évacue le fruit de réflexions plus nourries. La gauche *antideutsch*, depuis 1990, pose la question suivante : comment intégrer la réflexion sur la Shoah dans un discours et une pratique politique d'émancipation ?

Face à la Réunification : *Nie wieder Deutschland!*

L'attribut «*antideutsch*» fut revendiqué dès novembre 1989 par une première génération de la gauche radicale ouest-allemande. Issus de cercles maoïstes, de groupuscules trotskistes, autonomes ou des marges du parti écologiste *Die Grünen*, les militants *antideutsch* s'opposaient farouchement à la Réunification en vue. «Plus jamais l'Allemagne!» («*Nie wieder Deutschland!*») clamaient-ils lors de manifestations contre le «Quatrième Reich», très suivies dans les rues de Berlin Ouest, Cologne ou Francfort, de l'automne 1989 au printemps 1990. L'élément antiallemand

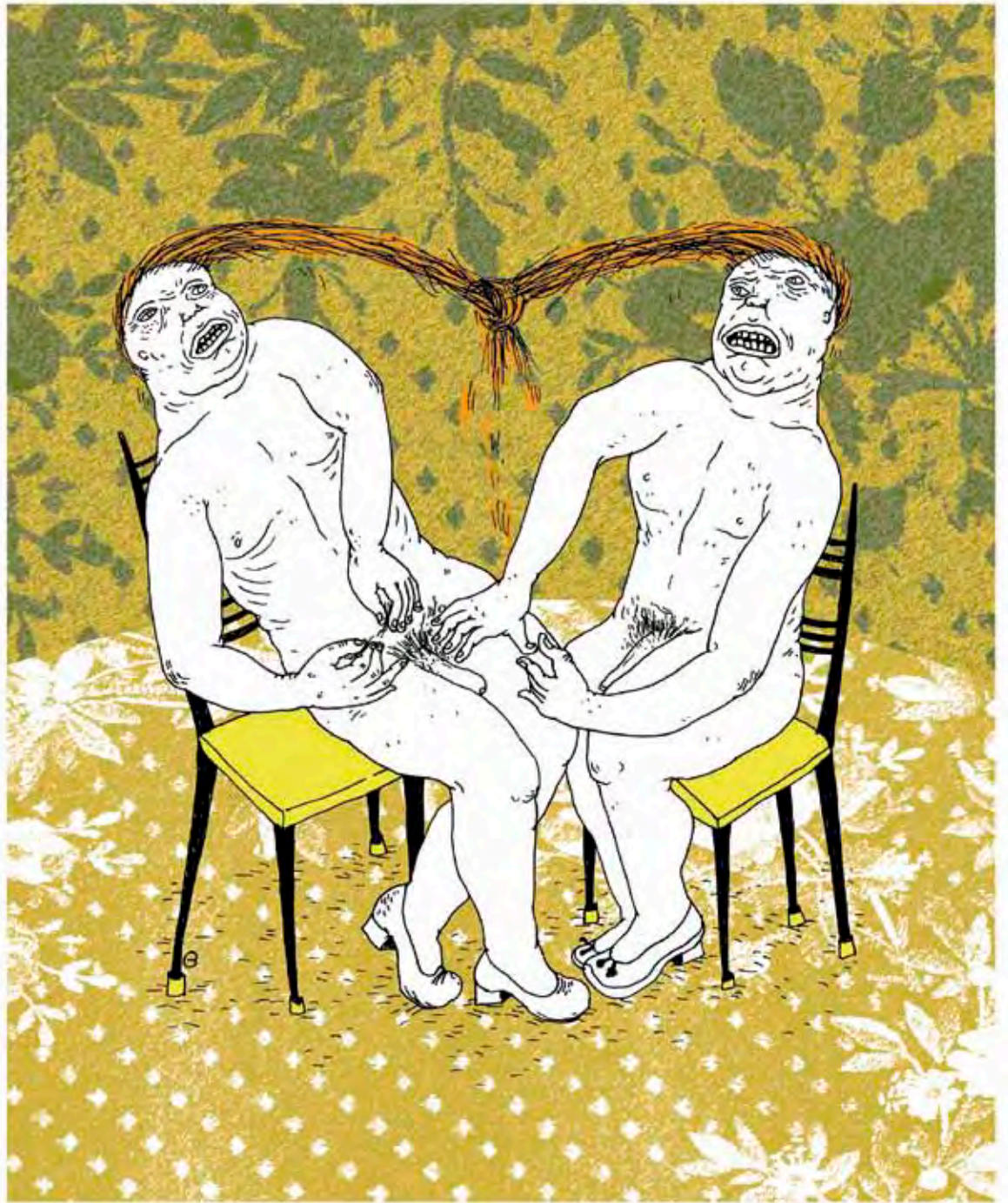


qui renouvelait la traditionnelle rhétorique antifasciste du « Plus jamais ça ! », était aussi l'expression du choc dans lequel les avaient plongés la prompt Réunification et l'absence d'opposition, dans la majorité des populations est- et ouest-allemandes, à ce projet d'« Anschluss » de la RDA par la RFA.

Avec la guerre du Golfe de 1991, le phénomène *antideutsch* exportait ses problématiques et ses grilles de lecture marquées du sceau du National-socialisme. Alors que les manifestations pacifistes étaient massives en Allemagne, le magazine *Konkret* appela au bombardement de Bagdad par la bombe atomique, arguant que l'Irak menaçait la sécurité de l'État d'Israël. Le rédacteur en chef du magazine établissait des parallèles entre l'intervention en Irak et la libération de l'Allemagne nazie par les Alliés. D'autres encore dénoncèrent le pacifisme d'« *appeasement* » de la population allemande et les dérives d'un « nationalisme victimaire », antiaméricain et non dénué d'accents antisémites. Malgré ces virulentes critiques du mouvement pacifiste, ces premiers acteurs *antideutsch* continuaient souvent à affirmer leur identité

communiste et les débats qu'ils occasionnèrent dans la scène de gauche radicale confirmaient leur appartenance à celle-ci. Sur la nécessité de « purger » les paradigmes pacifiste, anti-impérialiste et antisioniste de leur composante réactionnaire et antisémite, beaucoup d'acteurs du milieu s'accordaient du reste.

Le fil de cette critique d'une position « victimaire », cherchant nécessairement des « boucs émissaires », peut être tiré chez plusieurs des précurseurs de la pensée *antideutsch*. L'historien Eike Geisel et le philosophe, rescapé d'Auschwitz, Jean Améry avaient, dès les années 1960, attiré l'attention sur les problèmes que posaient l'antifascisme et l'antisionisme de la Nouvelle Gauche en RFA, ainsi que l'anti-impérialisme des groupes de guérilla urbaine notamment. D'une part, ces paradigmes niaient la singularité du National-socialisme et banalisaient celui-ci en englobant sous le même terme de « fascisme », l'État ouest-allemand, les États « impérialistes » ou encore Israël. D'autre part, par la grâce de l'identification avec les victimes, ces paradigmes permettaient de



s'exonérer de toute réflexion sur la singularité de l'appartenance à la nation des « *Täter* », c'est-à-dire des « bourreaux ».

Postone et l'antisémitisme moderne

En matière de purge du paradigme anticapitaliste, les analyses du politologue marxiste américain, Moishe Postone, le rapprochant d'une forme d'antisémitisme secondaire, sont devenues la référence essentielle de la gauche *antideutsch* la plus « hardcore ». Dans son texte *Anti-Semitism and National Socialism*, Postone propose de l'antisémitisme moderne ou secondaire une explication dérivée de sa lecture de Marx. Les militants *antideutsch* en retiennent le double caractère de la marchandise dans la conscience collective : la valeur d'usage et

la valeur d'échange. La première serait « concrète » et « naturelle », inscrite et renforcée dans l'unité « organique » de la « communauté », du « peuple », ou de la « race ». Tandis que la part abstraite du capitalisme s'incarnerait dans le capital financier auquel, explique Postone, ont été associées des valeurs telles que « l'exploitation », les « monopoles », les « banques », le « mauvais capitaliste tirant les fils ». L'antisémitisme moderne repose sur la recherche de « boucs émissaires » dans la machine capitaliste, pourtant anonyme, par un mécanisme de personnification du capital abstrait. Cette abstraction pouvant s'incarner soit dans « le Juif », ou la judéité internationale, soit dans une entreprise, Microsoft par exemple, ou dans un pays, par exemple les États-Unis. Auschwitz est

analysé par Postone comme une « *fabrique d'extermination de la valeur* », c'est-à-dire d'extermination de la personnification de l'abstrait : le Juif. Cette analyse de l'anticapitalisme comme forme d'antisémitisme secondaire – analyse qui évacue toute dimension sociale des contradictions d'une société – est devenue depuis l'une des matrices essentielles de la gauche *antideutsch*. Selon cette analyse, dénoncer les banques revient à faire la différence entre le capital industriel et productif d'une part et le capital financier d'autre part, vivant comme un parasite sur le dos des travailleurs en faisant fructifier le capital : c'est oublier, selon eux, que le capitalisme est un tout, que l'un n'existe pas sans l'autre.

« Fanta statt Fatwa »

« Du Fanta plutôt que des fatwa », titrait en octobre 2001 l'hebdomadaire berlinois *antideutsch*, Jungle World, tandis qu'il qualifiait les attentats du 11 septembre 2001 de « plus grands attentats antisémites depuis la Shoah ». Depuis, la critique de l'antisémitisme secondaire se double d'une islamophobie patente et d'un regain d'américanophilie chez les plus « hardcore » des militants *antideutsch*. La cohérence de leur grille de lecture est sans doute à chercher dans une sorte de téléologie de l'*Aufklärung* dont l'accomplissement ultime serait... le communisme. Dans cette voie, les démocraties libérales – les États-Unis à leur tête, mais à l'exception de l'Allemagne que le *Sonderweg* consubstantiel tiendrait toujours à l'écart du progrès de la civilisation – seraient plus avancées que les « théocraties islamiques » sur la voie du communisme, et tout discours anticapitaliste ou anti-impérialiste ignorant cette donnée serait « régressif ». Leurs prises de position en faveur des États-Unis dans les récentes guerres d'Irak et d'Afghanistan en témoignent notamment. Tout se passe comme si une rhétorique du progrès tenait lieu désormais pour eux de rhétorique de l'émancipation, comme si le discours auto-complaisant de l'Occident sur lui-même s'était substitué dans leur discours aux schèmes « régressifs » de l'anticapitalisme, de l'anti-impérialisme et de l'antisionisme de la gauche radicale. Parce que cette gauche radicale se retourne à ce point contre elle-même, on est ici tenté d'interpréter le phénomène *antideutsch* comme une maladie auto-immune de la gauche radicale allemande.

Les échos dans la société allemande

Il n'est guère surprenant pourtant que ce discours *antideutsch*, aussi paradoxal soit-il, ait pu, sous des expressions plus ou moins modérées, trouver un écho dans plusieurs sphères de l'espace public allemand. Les accointances avec la droite allemande, notamment en matière de politique étrangère, ne peuvent étonner (certains militants *antideutsch* ont signé récemment la pétition internationale « Stop the bomb », appelant l'Iran à cesser la fabrication

d'une hypothétique bombe nucléaire qui menacerait directement la sécurité d'Israël). La pensée *antideutsch* n'est pas étrangère par ailleurs au parti écologiste, *Die Grünen*, notamment parmi les anciens militants pacifistes ayant rompu avec ce paradigme lors de la guerre du Kosovo en 1999 (l'écologiste Joschka Fischer était alors ministre des affaires étrangères) et entretenant avec l'Occident libéral et les États-Unis un rapport d'adhésion fort peu critique.

Mais c'est dans d'autres sphères politico-académiques que les acteurs *antideutsch* ont su étendre plus directement leur influence. Le financement des thèses de doctorat outre-Rhin est assuré en grande partie par les fondations de partis politiques et de syndicats – la confédération des syndicats : le *DGB*, *Die Linke*, *Die Grünen* ou le *SPD* – pour ne nommer que les institutions de la gauche établie. Celles-ci apportent leur soutien à des doctorants dont l'engagement politique et les projets de thèse vont dans le sens de leur propre activité. Or elles se sont montrées particulièrement ouvertes ces dernières années aux étudiants et doctorants de sensibilité *antideutsch*, dont les projets de thèse sont le plus souvent liés à l'antisémitisme. Comment s'expliquer cette ouverture sinon par la volonté de ces institutions de la gauche allemande de se laver elles-mêmes de tout soupçon d'antisémitisme ?

Depuis 2008, un cercle de travail *antideutsch*, *BAK Shalom*, de la jeunesse du parti de gauche *Die Linke*, parvient avec un succès retentissant à y importer des débats auxquels son prédécesseur, le *PDS*, était resté tout à fait étranger. Une véritable lutte d'influence a lieu depuis dans la jeunesse du parti, notamment avec la plateforme trotskiste, *Marx 21*, dont les positions sont plus classiquement anti-impérialistes et altermondialistes. *BAK Shalom* qui semble vouloir s'instituer en garde-fou des dérives de l'anti-impérialisme, de l'altermondialisme et de l'antisionisme du parti, est ainsi parvenu récemment à forcer plusieurs des leaders, traditionnellement acquis à la cause palestinienne, à clamer un soutien indéfectible à l'État d'Israël. Malgré de fortes résistances au sein du parti, il semble bien que la contrainte d'accueillir ces critiques *antideutsch* l'emporte : elle laisse à penser que la respectabilité d'un parti de gauche passe nécessairement outre-Rhin par une condamnation claire de l'antisémitisme de gauche et un soutien indéfectible à l'État d'Israël.

Il s'agit bien d'un mouvement unique dans la gauche européenne, qui, malgré ses excès et l'irritation qu'il suscite, trouve donc des échos, et dans la gauche parlementaire, et dans certaines sphères intellectuelles en Allemagne. À l'étranger, des contacts existent avec certains intellectuels. L'historien marxiste américain Andrei Markovits, le politologue Moïche Postone font partie des quelques intellectuels renommés en contact avec les militants *antideutsch*, et qui les ont directement

Cette analyse de l'anticapitalisme comme forme d'antisémitisme secondaire est devenue depuis l'une des matrices essentielles de la gauche *antideutsch*.



inspirés, même s'ils ne s'en réclament pas eux-mêmes. Ils se rejoignent explicitement sur la critique de la Nouvelle Gauche et du mouvement de 1968. En France, les contacts sont plus rares, seule la revue *Temps critiques* a entretenu des contacts avec certains d'entre eux, dont Joachim Bruhn.

Auprès des observateurs agacés qui veulent encore le réduire à une « poignée de cinglés » ou d'hystériques sachant remarquablement bien faire parler d'eux, le phénomène *antideutsch* joue bien son rôle de mouche intempestive, robuste et incroyable. Plus l'on annonce son déclin, plus il prouve ses capacités de résistance et d'adaptation, et sa faculté à trouver des relais dans l'espace public

allemand. Ceux qui prédisent sa dissolution dans la droite politique, à l'instar des nouveaux réactionnaires français, négligent le fait que, à l'inverse de ces derniers, les militants *antideutsch* tiennent d'une part à leur identité communiste, qu'ils sont souvent très jeunes d'autre part, et qu'ils trouvent enfin dans cette identité politique la source d'une radicalité supplémentaire, se démarquant de l'antifascisme bon ton de la société allemande depuis le gouvernement Schröder. Par ailleurs, le phénomène connaît d'autres évolutions plus nuancées. Beaucoup de militants de gauche radicale, politisés dans les années 1990 et 2000 ont vécu le phénomène *antideutsch* comme un passage obligé. Ils ont pu être sensibles à la dimension proprement antiallemande – dirigée notamment contre la politique extérieure allemande, mais aussi contre la tolérance de l'État envers les violences racistes des années 1990 – ainsi qu'à la dimension de garde-fou du phénomène *antideutsch* – vis-à-vis des dérives possibles des paradigmes propres de la gauche radicale : l'antisionisme, l'anti-impérialisme ou l'anticapitalisme. Mais ces acteurs, nombreux, n'ont pas pour autant épousé l'évolution islamophobe et les excès réactionnaires du discours *antideutsch*, notamment après 2001, et sont parvenus à le réarticuler à une critique sociale. Dans ce cas, il s'agit pour eux d'un potentiel critique intégré qui n'hypothèque pas une action politique de gauche radicale.

On pourrait finalement proposer du phénomène *antideutsch* une lecture générationnelle : à bien des égards, il apparaît, dans ses diverses composantes, comme la marque des fils rebelles de la Nouvelle Gauche, mettant en question ses paradigmes tout en reformulant des griefs qu'elle-même dirigeait contre la génération des *Täter*, celle qui avait vécu le National-socialisme. ■